Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

À la louange d'une transition difficile

Par Naomi Klein
Mondialisation.ca, 19 novembre 2008
The Nation 19 novembre 2008

Région : États-Unis
Thème: Économie
Analyses: Élections USA

Plus d'informations se faisant jour, il se décante que l'attitude de Washington dans le renflouage de Wall Street n'est pas juste de l'incompétence, c'est à la limite de la forfaiture.

Dans un moment de grande panique en fin septembre, le trésor public étasunien a poussé unilatéralement vers un changement radical dans la méthode de taxer la fusion bancaire, un changement longtemps désiré par ce secteur. En dépit du fait que cette mesure priverait le gouvernement de pas moins de 140 milliards de dollars de recettes fiscales, le législateur s'en ait rendu compte seulement après coup. Selon le Washington Post, plus d'une douzaine de fondés de pouvoir du fisc s'accordent sur le fait que « le trésor public n'avait pas autorité pour émettre l'acte [de refonte de l'imposition]. »

L'équité du contrat, négocié par les Finances avec la plupart des banques du pays, est tout aussi douteuse que sa légalité. Selon le député Barney Frank, l'un des artisans de la législation légitimant ce contrat, « *Tout usage de ces fonds à des fins autres que le prêt, par exemple, pour les primes, indemnités de départ, dividendes, acquisition d'autres institutions, etc, est une infraction à la loi.* » Pourtant, c'est exactement à ça que servent ces fonds.

Ensuite, près de deux billions de dollars de la Réserve fédérale ont été distribués pour le prêt d'urgence. Incroyablement, la Fed ne dévoilera ni quelles sociétés ont bénéficié de cette distribution ni de ce qu'elle a accepté en garantie. Estimant que cette confidentialité enfreint la loi, Bloomberg News a déposé un recours devant la justice fédéral pour exiger la levée complète du secret.

En dépit de toute cette anarchie potentielle, les démocrates défendent ouvertement le gouvernement ou refusent de s'en mêler. « *Il n'y a qu'un seul président à la fois* », nous parlons de Barack Obama. C'est vrai. Mais tout marché officieux du gouvernement Bush sortante menace d'entraver la capacité d'Obama à tenir sa promesse de changement. Pour ne citer qu'un exemple, ces 140 milliards de dollars envolés des recettes fiscales équivalent à peu près au coût du programme d'Obama sur l'énergie renouvelable. Obama étant l'obligé des gens qui l'ont élu, cela s'appelle : une démarche furtive visant à saper le processus électoral.

Oui, il n'y a qu'un seul président à la fois, mais ce président a eu besoin de l'appui des puissants démocrates, y compris d'Obama, pour obtenir le vote du renflouage. Maintenant qu'il est évident que le gouvernement Bush enfreint les clauses convenues par les deux parties, intervenir vigoureusement n'est pas un droit des Démocrates mais une lourde responsabilité.

Je soupçonne que la vraie raison de l'inaction des démocrates jusqu'ici a moins à voir avec le protocole présidentiel qu'avec la peur : la trouille que le marché boursier, qui a un tempérament d'une complaisance excessive depuis 2 ans, n'aille balancer quelque secret d'importance fondamentale dans un accès de colère. Divulguer la vérité sur qui reçoit les prêts fédéraux pourrait, nous dit-on, inciter cet extravagant marché à parier contre les banques. Remettez en cause la légalité des capitaux de l'accord et la même chose arrivera. Contestez les 140 milliards de dollars du cadeau fiscal et les fusions pourraient échouer. « *Aucun d'entre nous ne veut être accusé d'avoir fait capoter ces fusions et créé une nouvelle Grande Dépression* », a expliqué un assistant anonyme du Congrès.

En plus de tout ça, les démocrates, avec Obama, semblent croire que l'exigence de calmer le marché devrait régir toute décision économique dans la période de transition. C'est pourquoi, quelques jours après une victoire euphorique en faveur du « changement, » le mantra a bifurqué brusquement en « transition en douceur » et « continuité. »

Prenez le choix du chef d'état-major d'Obama. En dépit du braiment républicain sur son esprit partisan, Rahm Emanuel, un démocrate de la Chambre qui a reçu le plus de dons du secteur financier, envoie à Wall Street un message incontestablement rassurant. Lorsque, sur *This Week With George Stephanopoulos*, on lui a demandé si Obama allait rapidement augmenter les impôts des riches, comme promis, Emanuel a omis ostensiblement de répondre à la question.

Cette même logique de cajolerie du marché devrait, nous dit-on, guider le choix du ministre des Finances d'Obama. Stuart Varney de Fox News a expliqué que Larry Summers, qui occupait ce poste sous Clinton, et Paul Volcker, l'ancien président de la Fed, « *inspirent une grande confiance au marché* ». Joe Scarborough, de MSNBC, nous a appris que Summers est l'homme auquel « tiens le plus *The Street*. »

Soyons clairs sur leurs raisons. « *The Street* » se réjouirait de la nomination de Summers pour exactement la même raison que les autres devraient la redouter : parce que les traders supposent que Summers, champion en dérégulation financière sous Clinton, fournirait une transition si douce par rapport à Henry Paulson, que nous nous rendrions à peine compte de ce qui est arrivé. D'autre part, quelqu'un comme Sheila Bair, la présidente de la FDIC, susciterait la peur à Wall Street, pour toutes sortes de bonnes raisons.

Une chose est certaine, le marché réagira violemment à tout signe d'un nouveau shérif en ville qui imposerait un règlement sérieux, investirait dans le peuple et couperait l'argent gratuit pour les entreprises. En bref, les marchés peuvent compter sur le vote, exactement dans le sens opposé du vote des Étasuniens. (Un récent sondage de Today/Gallup a révélé que 60 pour cent des Étasuniens sont fortement favorables à « la régulation plus stricte des institutions financières, » tandis qu'à peine 21 pour cent approuvaient l'aide aux entreprises financières).

Il n'y a aucun moyen de concilier le vote du public en faveur du changement avec encore les mêmes foulés au pied par le marché. Toute initiative visant à changer de cap éprouvera très vite l'opposition du marché. La bonne nouvelle est que, dès qu'il sera clair que les nouvelles règles seront appliquées dans tous les domaines avec impartialité, le marché se stabilisera et s'adaptera. En outre, l'opportunité en faveur de cette turbulence n'a jamais été meilleure. Au cours des trois derniers mois, nous avons été si souvent choqués, que la stabilité du marché serait plutôt une surprise. Ça donne à Obama un créneau lui permettant de ne tenir aucun compte des invites à une transition sans heurt et de régler le plus dur en

premier. Peu seront capables de lui reprocher une crise qui de toute évidence était là avant lui, ou de ne pas honorer la volonté clairement exprimée par l'électorat. Cependant, plus il attendra, plus les souvenirs s'estomperont.

Lors du transfert d'un pouvoir fonctionnel, d'un régime digne de confiance, tout le monde favorise la transition en douceur. En sortant d'une époque marquée par la criminalité et l'idéologie de la banqueroute, un peu de turbulence serait au début un très bon signe.

Article original en anglais, In Praise of a Rocky Transition, The Nation, le 13 novembre 2008.

Traduction libre de Pétrus Lombard pour Alter Info

La source originale de cet article est The Nation
Copyright © Naomi Klein, The Nation, 2008

Articles Par : Naomi Klein

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca